

La reprise mondiale devrait être mise à profit pour mettre en oeuvre des réformes structurelles visant à stimuler les revenus et le bien-être, dans la durée et pour tous

Les responsables des politiques publiques doivent mettre en oeuvre de vastes programmes de réformes structurelles pour alimenter une croissance plus vigoureuse, plus verte et plus inclusive qui s'étendra au-delà de la reprise conjoncturelle actuelle, selon la publication annuelle de l'OCDE Objectif croissance.

Dans son rapport Objectif croissance 2018, l'OCDE évalue quelles sont les priorités de réformes en fonction des pays et quels sont les trains de mesures que les pouvoirs publics peuvent prendre pour stimuler la croissance à long terme, améliorer la compétitivité et la productivité, créer des emplois et garantir une économie durable et plus inclusive.

L'édition de cette année montre que les responsables des politiques publiques continuent de donner la priorité aux réformes portant sur l'emploi et la protection sociale, qui sont importantes pour asseoir une plus grande inclusivité et assurer une distribution plus équilibrée des revenus, et l'on voit que ces mesures ont déjà commencé à porter leurs fruits. Les taux d'emploi des travailleurs peu qualifiés et des jeunes ont continué de progresser. Cependant, il reste dans certains pays une importante fraction de jeunes qui ne sont ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation, et il faut faire davantage pour améliorer l'équité salariale et favoriser l'équilibre entre les hommes et les femmes sur le marché du travail.

Le rapport fait état d'un léger ralentissement des réformes en 2017 par rapport au rythme déjà modeste observé au cours des deux années précédentes, et indique que rien ne laisse entrevoir l'imminence d'un redémarrage.

« Avec le redressement généralisé enregistré dans toutes les grandes économies du monde, une chance s'offre à nous de mettre un terme à la longue période de stagnation des niveaux de vie subie par une grande part de la population dans de trop nombreux pays », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE M. Angel Gurría. « Cependant, des stratégies de réforme structurelle cohérentes, s'appuyant sur la volonté politique de les mettre en oeuvre, seront nécessaires pour que le redressement mondial soit durable et puisse déboucher sur une amélioration au long cours de la productivité et des niveaux de vie. Ces réformes sont difficiles à prendre, mais le retour d'une croissance vigoureuse signifie qu'il est bien plus probable qu'elles portent rapidement leurs fruits. »

Comme suggéré dans Objectif croissance 2018, les pouvoirs publics devraient concentrer leurs efforts de réforme sur des trains de mesures conçus pour lever les blocages au développement des compétences et libérer les capacités d'innovation, favoriser la dynamique des entreprises et la diffusion des connaissances, et préserver la cohésion sociale tout en aidant les travailleurs à exploiter au mieux la vitalité du marché du travail.

« Dans les pays du G20, les réformes de grande ampleur ont été bien trop peu nombreuses pour permettre de relancer la productivité et de réduire la dépendance de nos économies aux mesures macroéconomiques de relance », a indiqué M. Gurría. « Les décideurs publics doivent, individuellement et collectivement, trouver les moyens de s'attaquer aux goulets d'étranglement bien connus qui font obstacle à la croissance et faire en sorte que leurs économies ainsi que l'ensemble de leurs citoyens puissent tirer le meilleur parti de la transformation numérique. »

Présentant Objectif croissance aux côtés du Ministre argentin de l'Économie M. Nicolás Dujovne pendant la réunion des Ministres des Finances et des Gouverneurs de banque centrale des pays du G20 qui se tient à Buenos Aires, M. Gurría a déclaré que la mise en oeuvre des recommandations de réforme énoncées dans le rapport contribueraient à la réalisation des objectifs du G20 pour une croissance durable, plus forte et plus inclusive.

Les grilles d'analyse d'Objectif croissance font partie de la contribution plus large de l'OCDE au Cadre du G20 pour une croissance forte, durable et équilibrée. L'OCDE travaille aux côtés des pays du G20 à quantifier les efforts qu'ils déploient pour stimuler le PIB et atteindre leurs objectifs en matière de stratégie nationale de croissance.

La recette des réformes varie d'un pays à l'autre, et les recommandations sont diverses : créer un environnement des entreprises plus favorable à la concurrence en abaissant les obstacles réglementaires à l'entrée et à la sortie des entreprises ; aider les travailleurs à faire face à la rotation rapide des entreprises et des emplois en leur offrant une aide efficace à la recherche d'emploi, des programmes de formation tout au long de la vie ainsi que d'autres mesures pour aider les travailleurs licenciés à retrouver plus facilement un emploi de qualité ; et mieux préparer les jeunes au marché du travail futur en élargissant l'accès à l'enseignement général et professionnel, et en améliorant les résultats en la matière.

Objectif croissance 2018 souligne que le rythme des réformes reste très variable selon les pays et selon les domaines de l'action publique. Ses auteurs soulignent que les pouvoirs publics ont eu tendance à concentrer les efforts de réforme sur des domaines spécifiques, courant ainsi le risque de se priver des avantages potentiels offerts par les synergies entre les différentes mesures publiques et les complémentarités entre les réformes. Une meilleure conception globale des réformes les rendrait plus faciles à mettre en oeuvre et, en optimiserait l'impact sur la croissance et la création d'emplois. Elle contribuerait également à éviter tout phénomène de débordement dans d'autres domaines et aiderait à réduire les inégalités de revenus.

Les principaux points à retenir de l'édition de cette année sont les suivants :

- En moyenne, dans l'ensemble des pays, le rythme des réformes est resté comparable à celui, relativement lent, observé au cours des deux dernières années. Dans les économies avancées comme dans les économies émergentes, on voit peu de signes d'un retour au rythme de réformes soutenu qui avait été observé immédiatement après la crise économique mondiale.
- Cependant, malgré la lenteur des réformes, quelques mesures hardies ont été prises. Parmi les exemples les plus notables, on peut citer les réformes visant à renforcer la protection sociale opérées en Grèce et en Italie ; la réforme du marché du travail, attendue depuis longtemps, en France ; les importantes mesures prises au Japon pour développer les capacités d'accueil des jeunes enfants ; la mise en place d'une taxe sur les biens et les services en Inde et une vaste réforme fiscale en Argentine.
- Parmi les réformes destinées à développer l'acquisition de compétences et les capacités d'innovation, les mesures visant à accroître l'importance et l'efficacité du soutien à la R-D ont été particulièrement nombreuses ; dans l'enseignement supérieur en revanche, elles l'ont été beaucoup moins.
- La plus grande partie des actions menées pour favoriser la dynamique des entreprises et la diffusion des connaissances portaient en priorité sur le renforcement des infrastructures physiques et juridiques, ainsi que sur des mesures destinées à rendre la réglementation des marchés de produits plus propice à la concurrence.

· Si un certain nombre de mesures ont été prises pour réformer les prestations sociales, il faut faire davantage pour aider les travailleurs à faire face à l'évolution rapide des emplois et des tâches, notamment dans des domaines complémentaires comme les politiques actives du marché du travail et les politiques du logement, pour faciliter la transition vers le marché du travail ainsi que la mobilité.

Des informations complémentaires sur Objectif croissance 2018 sont disponibles : <http://www.oecd.org/fr/eco/objectif-croissance.htm>. Des notes par pays détaillées sont disponibles pour les pays de l'OCDE et du G20.